



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :
Isabelle TOUZARD

Hors commission - Actualisation des tarifs 2020 - Modification de la délibération n°M2019-777 du 19 décembre 2019

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

MISE A DISPOSITION DE SALLES A TITRE GRATUIT POUR LES CANDIDATS ET/OU PARTIS POLITIQUES DANS LE CADRE DES CAMPAGNES ELECTORALES

L'article ci-dessous vient ainsi s'ajouter à la délibération n°M2019-777 du 18 décembre 2019.

Montpellier Méditerranée Métropole, dans un souci de soutenir l'expression démocratique et multipartite, propose de mettre à disposition, dans le cadre de l'ensemble des scrutins départementaux, régionaux, nationaux ou à portée internationale, des salles aux candidats et/ou aux partis politiques en faisant la demande.

Les dispositions de l'article L. 2144-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) à savoir « *des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation* » sont applicables aux EPCI en vertu de l'article L.5211-3 de ce même code.

La mise à disposition de locaux appartenant au domaine public de l'EPCI en vue de l'organisation de réunions politiques de candidats à une élection politique ne relève pas d'une autorisation d'occupation du domaine public. Dès lors, les dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, selon lesquelles toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, ne sont pas applicables.

Cette mise à disposition sera donc accordée à titre gratuit, dans la limite d'une salle par candidat et par tour de scrutin, sans que cela ne contrevienne aux règles de financement des campagnes électorales et en particulier à l'article L.52-8 du Code électoral. Les salles mises à disposition le seront en fonction du nombre de participants estimé et transmis à la Métropole par le candidat, parmi les salles du patrimoine métropolitain pouvant en faire l'objet.

MUSEE FABRE

Les collections permanentes du musée Fabre (entrées individuelles) sont accessibles gratuitement pour les étudiants de moins de 26 ans conformément à la délibération n° M2019-777 du 18 décembre 2019.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aujourd'hui aller plus loin. Pour ce faire, la Métropole propose d'élargir l'accès à la culture en permettant la gratuité des entrées individuelles du musée Fabre à l'ensemble des étudiants, sans condition d'âge, et pour toutes les expositions (permanent et temporaires).

Chaque entrée individuelle sera ainsi gratuite pour les étudiants et notamment ceux de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier (ESBAMA) sur présentation d'une carte d'étudiant en cours de validité.

Le reste de la tarification du musée Fabre relative aux « entrées individuelles » continue de s'appliquer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- de préciser qu'elles seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/09/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142591-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.